

op blz. 49098 en 49099, de volgende meldingen schrappen: aux pages 49098 et 49099, supprimer les mentions suivantes :

XARELTO 15 mg		BAYER		ATC: B01AX06				
B-303	2888-659	28 filmomhulde tabletten, 15 mg	28 comprimés pelliculés, 15 mg	T	94,98	94,98	7,50	11,30
	2888-659				78,6800	78,6800		
B-303	2888-642	98 filmomhulde tabletten, 15 mg	98 comprimés pelliculés, 15 mg	T	249,66	249,66	9,30	14,10
	2888-642				220,5000	220,5000		
B-303 *	0750-695	1 filmomhulde tablet, 15 mg	1 comprimé pelliculé, 15 mg	T	2,4576	2,4576		
B-303 **	0750-695	1 filmomhulde tablet, 15 mg	1 comprimé pelliculé, 15 mg	T	2,3850	2,3850		

op blz. 49101 en 49102, de volgende meldingen schrappen: aux pages 49101 et 49102, supprimer les mentions suivantes :

XARELTO 20 mg		BAYER		ATC: B01AX06				
B-303	2888-675	28 filmomhulde tabletten, 20 mg	28 comprimés pelliculés, 20 mg	T	94,98	94,98	7,50	11,30
	2888-675				78,6800	78,6800		
B-303	2888-683	98 filmomhulde tabletten, 20 mg	98 comprimés pelliculés, 20 mg	T	249,66	249,66	9,30	14,10
	2888-683				220,5000	220,5000		
B-303 *	0750-687	1 filmomhulde tablet, 20 mg	1 comprimé pelliculé, 20 mg	T	2,4576	2,4576		
B-303 **	0750-687	1 filmomhulde tablet, 20 mg	1 comprimé pelliculé, 20 mg	T	2,3850	2,3850		

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 2700

[C - 2012/29400]

19 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003 et du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 140, § 3, alinéa 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 avril 2012;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 avril 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 avril 2012;

Vu le protocole n°405 du Comité de Secteur XVII, conclu le 21 mai 2012;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), donné le 24 mai 2012;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », donné le 31 mai 2012;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, en abrégé « CSA », donné le 4 juin 2012;
Vu l'avis n°51. 501/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 juillet 2012 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;
Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;
Après délibération,
Arrête :

Article 1^{er}. Les agents de Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII bénéficient chaque année d'un pécule de vacances.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

- prestations complètes : les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale;
- année de référence : l'année civile précédant celle au cours de laquelle les vacances doivent être accordées;
- traitement annuel : le traitement, le salaire, l'indemnité ou l'allocation tenant lieu de traitement ou de salaire y compris l'allocation de foyer ou l'allocation de résidence éventuelle.

Pour le bénéficiaire de la rétribution garantie en application de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères, le "traitement annuel" équivaut à ladite rétribution garantie.

Art. 3. Le pécule de vacances se compose d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

Art. 4. Pour des prestations complètes accomplies durant toute l'année de référence, le pécule de vacances est fixé comme suit :

1° pour la partie forfaitaire :

- pour l'année 2000 : 874,40 EUROS;

- pour l'année 2001 et les années suivantes, le montant de la partie forfaitaire octroyée l'année précédente, augmenté d'une fraction dont le dénominateur est l'indice-santé du mois de janvier de l'année précédente et le numérateur l'indice-santé du mois de janvier de l'année considérée; le résultat obtenu est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement.

2° pour la partie variable : la partie variable équivalant à 1,1 p.c. du ou des traitement(s) annuel(s), lié(s) à l'indice des prix à la consommation, qui détermine(nt) le ou les traitement(s) dû(s) pour le mois de mars de l'année des vacances.

Ce pourcentage se calcule sur le ou les traitements qui aurai(en)t été dû(s) pour le mois considéré, lorsque l'agent n'a bénéficié pour ledit mois d'aucun traitement ou seulement d'un traitement réduit.

Art. 5. Par dérogation aux articles 3 et 4, le montant du pécule de vacances correspond à 92 % d'un douzième du ou des traitement(s) annuel(s) brut(s), lié(s) à l'indice des prix à la consommation, qui détermine(nt) le ou les traitement(s) dû(s) pour le mois de mars de l'année de vacances.

Toutefois, le mode de calcul du pécule de vacances établi par les articles 3 et 4 reste applicable aux agents visés à l'alinéa précédent lorsque ce mode de calcul leur confère le bénéfice d'un pécule de vacances plus favorable.

Art. 6. § 1^{er}. Sont prises en considération pour le calcul du montant du pécule de vacances, les périodes pendant lesquelles, au cours de l'année de référence, l'agent :

1° a bénéficié totalement ou partiellement du traitement annuel;

2° n'a pu entrer en fonction ou a suspendu ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ou des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, à l'exclusion dans les deux cas du rappel par mesure disciplinaire;

3° a bénéficié d'un congé parental;

4° a été absent suite à un congé ou à une interruption de travail visés aux articles 39 et 42 à 43bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

5° a été dispensé du travail en application de l'article 18, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public.

§ 2. Est également prise en considération pour le calcul du pécule de vacances, la période allant du 1^{er} janvier de l'année de référence jusqu'au jour précédant celui auquel l'agent a acquis cette qualité, à condition :

1° d'être âgé de moins de 25 ans à la fin de l'année de référence;

2° d'être entré en fonction au plus tard le dernier jour ouvrable de la période de quatre mois qui suit :

a) soit la date à laquelle l'agent a quitté l'établissement où il a effectué ses études dans les conditions prévues à l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

b) soit la date à laquelle le contrat d'apprentissage a pris fin.

L'agent doit faire la preuve qu'il réunit les conditions requises. Cette preuve peut être fournie par toutes voies de droit, témoins y compris.

Art. 7. Par dérogation à l'article 6, ne sont pas prises en considération pour le calcul du pécule de vacances, les périodes pendant lesquelles l'agent a obtenu une dispense de service pour l'accomplissement d'une mission.

Art. 8. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 6, § 1^{er}, 2^o et 3^o, et § 2, lorsque des prestations complètes n'ont pas été accomplies durant toute l'année de référence, le pécule de vacances est fixé comme suit :

a) un douzième du montant annuel pour chaque période de prestations s'étendant sur la totalité d'un mois;

b) un trentième du montant mensuel par jour civil lorsque les prestations ne s'étendent pas sur la totalité d'un mois.

§ 2. L'octroi d'un traitement partiel afférent à l'exercice de prestations réduites entraîne une réduction proportionnelle du pécule de vacances.

Art. 9. En cas de prestations incomplètes, le pécule de vacances est accordé au prorata des prestations fournies sur base du ou des diviseur(s)- horaire(s) en vigueur dans la réglementation pécuniaire; éventuellement la même proportion s'applique aux périodes visées à l'article 6, § 1^{er}, 2^o, et § 2, du présent arrêté.

Art. 10. Deux ou plusieurs pécules de vacances, y compris ceux acquis par application des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, ne peuvent être cumulés au-delà du montant correspondant au pécule de vacances le plus élevé, qui est obtenu lorsque les pécules de vacances de toutes les fonctions ou activités sont calculés sur base de prestations complètes.

A cet effet, le pécule de vacances d'une ou de plusieurs fonctions est réduit ou retenu à l'exception du pécule de vacances en exécution des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Si les retenues ou réductions doivent ou peuvent se faire sur plusieurs pécules de vacances, le pécule de vacances le moins élevé est d'abord réduit ou supprimé.

Pour l'application des alinéas précédents, il y a lieu d'entendre par pécule de vacances en exécution des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, la partie du pécule de vacances qui ne correspond pas à la rémunération des jours de vacances.

Art. 11. Pour l'application de l'article précédent, l'agent qui cumule des pécules de vacances est tenu d'en communiquer le montant, ainsi que éventuellement le montant calculé pour des prestations complètes, à chaque service du personnel dont il dépend.

Toute infraction à l'alinéa précédent peut entraîner des peines disciplinaires.

Art. 12. Les sommes que l'agent aurait perçues, à titre de pécule de vacances, du fait d'autres prestations accomplies pendant l'année de référence, sont déduites du montant du pécule de vacances octroyé en application de l'article 6, § 2, du présent arrêté.

Art. 13. § 1^{er}. Le pécule de vacances est payé à partir du 1^{er} mai et au plus tard le 30 juin de l'année pendant laquelle les vacances doivent être accordées.

§ 2. Par dérogation à la règle énoncée au paragraphe précédent, le pécule de vacances est payé dans le courant du mois qui suit la date de la mise à la retraite, du décès, de la démission, du licenciement ou de la révocation de l'intéressé.

Pour l'application de l'alinéa précédent, le pécule de vacances est calculé compte tenu du montant forfaitaire, du pourcentage et de la retenue éventuelle en vigueur à la date considérée; le pourcentage est appliqué au traitement annuel qui sert de base au calcul du traitement dont bénéficie l'agent à la même date.

Lorsqu'à ce moment, il ne bénéficie d'aucun traitement ou d'un traitement réduit, le pourcentage se calcule sur le ou les traitement(s) qui aurai(en)t été du(s).

Art. 14. Il est effectué une retenue de 13,07 p.c. sur la partie forfaitaire et sur la partie variable du pécule de vacances.

Art. 15. L'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Art. 17. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2012.

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche scientifique et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 2700

[C — 2012/29400]

19 JULI 2012. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003 en van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3, zesde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 april 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 26 april 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 26 april 2012;

Gelet op het protocol nr. 405 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 21 mei 2012;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (ETNIC) (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), gegeven op 24 mei 2012;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.) (Dienst voor Geboorte en Kind), gegeven op 31 mei 2012;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge raad voor de Audiovisuele Sector, gegeven op 4 juni 2012;

Gelet op het advies nr. 51.501/2 van de Raad van State, gegeven op 4 juli 2012 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen voor openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, ontvangen ieder jaar een vakantiegeld.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

- « volledige prestaties » : de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volkomen in beslag neemt;

- « referentiejaar » : het kalenderjaar dat aan het jaar voorafgaat tijdens welk de vakantie moet worden toegestaan;

- « jaarwedde » : de wedde, het loon of de in de plaats daarvan gestelde vergoeding of toelage, met hierin begrepen de eventuele hardtoelage of de standplaatstoelage.

Voor het personeelslid dat het voordeel geniet van de gewaarborgde bezoldiging bij toepassing van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries is de « jaarwedde » gelijk aan genoemde gewaarborgde bezoldiging.

Art. 3. Het vakantiegeld bestaat uit een vast gedeelte en een variabel gedeelte.

Art. 4. Voor volledige prestaties die verricht werden gedurende het ganse referentiejaar wordt het vakantiegeld als volgt vastgesteld :

1° voor het vaste gedeelte :

- voor het jaar 2000 : 874,40 EURO;

- voor het jaar 2001 en volgende jaren, wordt het forfaitair gedeelte toegekend tijdens het vorige jaar telkens vermeerderd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het vorige jaar en de teller aan het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het bedoelde jaar; het bekomen resultaat wordt berekend tot op vier decimalen.

2° voor het variabele gedeelte : het variabele gedeelte bedraagt 1,1 pct. van de jaarlijkse wedde(n), zoals die gekoppeld is (zijn) aan de index van de consumptieprijzen, die de wedde(n) bepalen welke verschuldigd is (zijn) voor de maand maart van het vakantiejaar.

Dit percentage wordt berekend op basis van de wedde(n) die zou(den) verschuldigd zijn voor de beschouwde maand, wanneer het personeelslid voor die maand geen of slechts een gedeeltelijke wedde ontvangen heeft.

Art. 5. In afwijking van de artikelen 3 en 4 stemt het bedrag van het vakantiegeld overeen met 92 % van een twaalfde van de bruto jaarwedde(n), gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen, die de wedde(n) bepalen die verschuldigd zijn voor de maand maart van het vakantiejaar.

Nochtans blijft de wijze van berekening van het vakantiegeld bepaald in de artikelen 3 en 4 van toepassing op de personeelsleden bedoeld in het vorige lid wanneer deze berekeningswijze hun het voordeel biedt van een gunstiger vakantiegeld.

Art. 6. § 1. Voor de berekening van het bedrag van het vakantiegeld worden in aanmerking genomen de perioden gedurende welke het personeelslid tijdens het referentiejaar :

1° de jaarwedde geheel of gedeeltelijk heeft genoten;

2° niet in dienst is kunnen treden of zijn ambtsverrichtingen heeft geschorst wegens verplichtingen die op hem rusten krachtens de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, of krachtens de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, met uitsluiting in beide gevallen van de wederoproeping om tuchttredenen;

3° met ouderschapsverlof was;

4° afwezig is geweest als gevolg van een verlof of een arbeidsonderbreking zoals vermeld in de artikelen 39 en 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971;

5° of wordt vrijgesteld van arbeid met toepassing van artikel 18, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector.

§ 2. Voor de berekening van het vakantiegeld wordt eveneens in aanmerking genomen de periode gaande van 1 januari van het referentiejaar tot de dag welke de datum voorafgaat waarop het personeelslid die hoedanigheid heeft verkregen, op voorwaarde :

1° minder dan 25 jaar oud te zijn op het einde van het referentiejaar;

2° uiterlijk in dienst te zijn getreden op de laatste werkdag van de vier maanden volgend op :

a) hetzij de datum waarop het personeelslid de inrichting heeft verlaten waarin het zijn studiën heeft gevolgd onder de voorwaarden bepaald in artikel 62 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

b) hetzij de datum waarop de leerovereenkomst een einde heeft genomen.

Het personeelslid moet het bewijs leveren dat hij aan de gestelde voorwaarden voldoet. Bedoeld bewijs kan door alle rechtsmiddelen worden geleverd, getuigen inbegrepen.

Art. 7. In afwijking van artikel 6 worden voor de berekening van het vakantiegeld niet in aanmerking genomen, de perioden gedurende welke het personeelslid vrijstelling van dienst voor het vervullen van een opdracht heeft gekregen.

Art. 8. § 1. Onverminderd artikel 6, § 1, 2° en 3°, en § 2 wordt, wanneer niet tijdens het ganse referentiejaar volledige prestaties werden verricht, het vakantiegeld als volgt vastgesteld :

- a) een twaalfde van het jaarbedrag voor elke prestatieperiode die een ganse maand beslaat;
- b) een dertigste van het maandbedrag per kalenderdag wanneer de prestaties niet een ganse maand beslaan.

§ 2. De toekenning van een gedeeltelijke wedde wegens het uitoefenen van verminderde prestaties heeft een overeenkomstige vermindering van het vakantiegeld voor gevolg.

Art. 9. In geval van onvolledige prestaties wordt het vakantiegeld toegekend naar rato van de uren geleverde prestaties op basis van de urdeler(s) die in de bezoldigingsregeling van toepassing is (zijn); in voorkomend geval is dezelfde verhouding van toepassing op de perioden bedoeld in artikel 6, § 1, 2°, en § 2 van dit besluit.

Art. 10. Twee of meer vakantiegelden met inbegrip van deze verkregen in toepassing van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers, kunnen niet gecumuleerd worden boven een bedrag overeenkomend met het hoogste vakantiegeld dat bekomen wordt wanneer de vakantiegelden van al de uitgeoefende ambten of activiteiten berekend worden op basis van volledige prestaties.

Hiervoor wordt het vakantiegeld van één of meerdere ambten vermindert of ingehouden, met uitzondering van het vakantiegeld in uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers.

Indien de inhoudingen of verminderingen moeten of kunnen gebeuren op verscheidene vakantiegelden, wordt eerst het kleinste vakantiegeld ingehouden of vermindert.

Voor de toepassing van de voorgaande leden moet onder het vakantiegeld in uitvoering van de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van werknemers worden verstaan, het gedeelte van het vakantiegeld dat niet overeenstemt met het loon voor de vakantiedagen.

Art. 11. Voor de toepassing van het voorgaande artikel is het personeelslid dat vakantiegelden cumuleert, gehouden het bedrag ervan, alsook eventueel het bedrag berekend voor volledige prestaties, mee te delen aan elke personeelsdienst waarvan het afhangt.

Iedere inbreuk op het voorgaande lid kan aanleiding geven tot tuchtstraffen.

Art. 12. De bedragen welke het personeelslid als vakantiegeld zou hebben ontvangen voor andere prestaties welke gedurende het referentiejaar werden verricht, worden afgetrokken van het bedrag van het vakantiegeld dat toegekend wordt in toepassing van artikel 6, § 2, van dit besluit.

Art. 13. § 1. Het vakantiegeld wordt betaald van 1 mei af en uiterlijk op 30 juni van het jaar gedurende hetwelk de vakantie moet worden toegekend.

§ 2. In afwijking van de in de vorige paragraaf omschreven regel, wordt het vakantiegeld uitbetaald tijdens de maand volgend op de datum van inruststelling, van overlijden, van ontslagneming, van afdanking of van afzetting van de belanghebbende.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt het vakantiegeld berekend rekening houdend met het vaste bedrag, het percentage en de eventuele inhouding welke op de beschouwde datum gelden; het percentage wordt toegepast op de jaarwedde die als basis dient voor de berekening van de wedde welke het personeelslid op die datum geniet.

Wanneer hij op die datum geen wedde of een verminderde wedde geniet, wordt het percentage berekend op de wedde(n) die hem dan verschuldigd zouden geweest zijn.

Art. 14. Er wordt een inhouding van 13,07 procent verricht op het vaste deel en op het variabele deel van het vakantiegeld.

Art. 15. Het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

Art. 17. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 19 juli 2012.

De Minister van Kind, Wetenschappelijk Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 2701

[C — 2012/29371]

19 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant dérogation aux normes de rationalisation pour certains établissements d'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment les articles 3, 4, 5bis, 5quinquies et 5sexties, tels que modifiés;

Vu l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, donné en date du 26 avril 2012;

Considérant que l'Athénée royal Maurice Carème à Wavre enregistre une évolution positive de la population scolaire et développe un projet d'immersion linguistique;

Considérant que l'Athénée royal Fernand Jacquemin à Comines est le seul établissement de caractère non confessionnel situé sur le territoire de Comines et qu'au vu des distances il n'existe pas de possibilité d'une fusion ou d'une restructuration solides;

Considérant que l'Athénée Maïmonide à Anderlecht développe un projet éducatif unique, au vu de sa spécificité;

Considérant que l'Athénée Ganenou à Uccle développe un projet éducatif unique, au vu de sa spécificité;